



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

télévision

Question au Gouvernement n° 981

Texte de la question

INTERVENTION TÉLÉVISÉE

DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. le président. La parole est à M. Laurent Fabius, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Laurent Fabius. Monsieur le Premier ministre, cela ne vous étonnera pas : nous n'avons pas la même appréciation des propos tenus par le Président de la République jeudi dernier à la télévision. Au regard de l'ampleur de la crise, de nombreux Français ont été déçus par la relative minceur et par le flou des pistes esquissées. (*" Non ! " sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

On a pu également noter de nombreux oublis. Ainsi, les mots " pouvoir d'achat " n'ont pas été prononcés (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et quelques bancs du groupe GDR*) ; la situation grave de la Guadeloupe n'a pas été évoquée, alors même que le chef de l'État doit être le garant de la cohésion sociale (*Mêmes mouvements*). On a pu relever de nombreuses approximations, notamment sur la taxe professionnelle, et des contrevérités - en réalité des mensonges - sur la situation de Gandrange (*Vives protestations et huées sur les bancs du groupe UMP*), sur la situation scolaire, et sur celle de l'audiovisuel.

Comme je ne puis tout embrasser, c'est sur l'audiovisuel que je prendrai un exemple qui a valeur de test. Le Président de la République s'est félicité du vote, intervenu la veille de l'émission, c'est-à-dire le mercredi, aux termes duquel, désormais, a-t-il dit, le président de l'audiovisuel public sera nommé avec l'approbation des trois-cinquièmes des commissions parlementaires compétentes. Or c'est absolument faux ! En effet, ce même mercredi, le Parlement a expressément exclu cette solution que l'opposition avait proposée et donné au Président de la République et à lui seul le droit de décider en la matière.

M. Jean-Marc Roubaud. Cela n'a rien à voir avec la question que vous êtes censé poser !

M. Laurent Fabius. On peut y trouver deux explications. La première est que, dans la nuit de mercredi à jeudi, le Président de la République a réfléchi et s'est rendu à nos arguments, ce vous allez peut-être me confirmer, monsieur le Premier ministre. La seconde hypothèse est que, j'ai le regret de le dire, M. Sarkozy, devant, vous l'avez rappelé, 15 millions de personnes, a prononcé un énorme mensonge. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP. - Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Claude Goasguen. Rendez-nous Ayrault !

M. Laurent Fabius. D'où ma question, très simple, et qui appelle une réponse tout aussi simple :...

M. Claude Goasguen. Ayrault, reviens !

M. Laurent Fabius. ...le propos de M. Sarkozy sur l'audiovisuel est-il un revirement ou un mensonge ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et de nombreux bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. François Fillon, Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. En écoutant M. Fabius poser sa question, je m'attendais que nous ayons enfin cette vision à la hauteur de la crise, qu'il reprochait à l'instant au Président de la République de ne pas avoir. (*Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Frédéric Lefebvre. En effet, ça ne vole pas bien haut du côté de l'opposition !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Comme les députés de la majorité, quelle n'est pas ma surprise de constater que la question de M. Fabius porte sur la nomination du président de France Télévisions !

(Protestations sur les bancs du groupe SRC.) Voilà le sujet de préoccupation principal de la gauche dans le contexte de crise économique que traverse le pays ! *(Huées sur les bancs du groupe UMP.)*

La vérité, monsieur Fabius, vous la connaissez très bien : le procédé de nomination voté lors de la révision constitutionnelle, précisé ensuite dans le texte de loi sur l'audiovisuel, constitue une amélioration de la situation existante. *(Vives protestations sur les bancs du groupe SRC.)* Naturellement, vous nous reprochez de ne pas vous avoir donné, à vous qui êtes minoritaires, la majorité pour décider de la nomination du président de France Télévisions. Nous ne sommes bien sûr pas allés jusque-là et je pense que, si vous aviez été majoritaires, vous ne seriez pas allés jusque-là non plus.

La vérité est que vous avez mis cinq moins pour proposer un plan de relance contre la crise. Aux propositions lourdes formulées par le Président de la République *(Exclamations continues sur les bancs du groupe SRC)* et dont certaines concernent votre propre région, monsieur Fabius - je pense au plan automobile à Sandouville, à la décision, dont j'espère que vous l'approuvez, de construire un nouveau réacteur nucléaire à Penly *(Mêmes mouvements)* -, vous ne faites qu'opposer des critiques politiciennes qui, j'en suis sûr, ne convaincront certainement pas les Français. *(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Plusieurs députés du groupe UMP se lèvent pour applaudir. - Huées sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Laurent Fabius](#)

Circonscription : Seine-Maritime (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 981

Rubrique : Audiovisuel et communication

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 février 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 11 février 2009